

Extrait du guide Stop Arming Israël France (mis à jour fin octobre 2025)

Les justifications de la poursuite des exportations d'armes vers Israël ont varié au cours des mois : la France ne lui vendrait que du matériel « non létal », des « composants élémentaires », des équipements destinés à « assurer sa défense », ou encore des pièces destinées à la « réexportation vers des pays tiers ». Mais une fois l'opacité entretenue quant au contenu précis de ces exportations balayée par des exemples concrets, il est clair que les composants et pièces détachées livrés à Israël ne sont pas anodins. Des capteurs pouvant servir à guider des missiles, des radars sans lesquels des drones de combat sont aveugles, des maillons qui attachent entre elles des munitions de fusils-mitrailleurs, des tubes en acier destinés à la fabrication de canons, des roulements qui permettent à des chars de se déplacer... Les composants de pointe vendus à Israël sont essentiels au fonctionnement d'armes meurtrières.

Si ces exportations directes n'étaient pas suffisamment incriminantes, nos recherches démontrent qu'il ne s'agit là que de la partie visible de l'iceberg. De nombreuses entreprises françaises collaborent avec des fabricants d'armes israéliens sans que ces partenariats ne fassent l'objet de ventes directes. Projets de recherche communs, synergies développées entre les technologies militaires françaises et israéliennes, co-entreprises établies à l'étranger, ventes effectuées depuis des filiales basées hors du territoire français, contrats pour aider les vendeurs d'armes israéliens à importer leurs produits sur le marché européen... les entreprises ont mille façons de coopérer avec Israël. Tous ces partenariats rendent la France et ses entreprises complices, car elles participent à alimenter, enrichir et légitimer le complexe militaro-industriel israélien, tout en profitant de technologies, d'expérience et d'armes développées et testées sur la population palestinienne.

Sans les composants fournis par la France, certaines des armes israéliennes ne pourraient simplement pas fonctionner. Sans les contrats entre la France et Israël, c'est tout le secteur de l'armement israélien qui serait fragilisé. Les entreprises listées dans ce Guide sont implantées partout en France. Des centaines de bureaux, de centres de recherche et d'usines, des milliers de personnes, d'ingénieur·es, d'ouvrier·es, de travailleur·ses du transport, se trouvent sur la chaîne d'approvisionnement du génocide.

Depuis la publication de la première édition de ce Guide en mars 2024, les mobilisations contre le commerce des armes avec Israël se sont multipliées. Des centaines de rassemblements, de manifestations et d'actions de tractage auprès des travailleur·ses ont eu lieu partout en France. Des syndicats de travailleur·ses de l'armement ont pris position pour exiger la rupture des liens entre leurs entreprises et Israël, comme chez Thales ou Airbus.

Des actions et des grèves ont été organisées, chez STMicroelectronics, mais aussi dans les ports et aéroports d'où partent les armes, où des livraisons ont été bloquées par les dockers.

Nous pouvons agir, ici et maintenant, pour que plus aucun matériel français pouvant servir à produire des armes ne soit livré à Israël, et pour l'arrêt total de toute coopération avec la machine de guerre israélienne.

Amplifions la campagne Stop Arming Israel !

Pour rappel, rien qu'en Bretagne et Loire Atlantique, une vingtaine d'entreprises, soit de fabrication de composants, soit de maintenance, travaillent directement ou indirectement pour l'armée israélienne, toujours génocidaire.